



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

75, square Sir-Georges-Étienne-Cartier, bureau 108, Montréal, Qc, H4C 3A1
514-504-5012 — crnv@nonviolence.ca — www.nonviolence.ca

Volume 11 > Numéro 2 >

Printemps 2020



Aux sources d'une inspiration : Des luttes à pérenniser

Il y a un peu plus de trente ans, de jeunes militants écologistes et pacifistes fondaient le Centre de ressources sur la non-violence (CRNV). Certains, actifs au sein de l'Alliance Tournesol, un tout petit organisme anti-nucléaire, militaient en faveur des énergies douces ou énergies renouvelables. Ils constituaient ainsi une résistance aux pressions de l'électro-nucléaire au Canada. D'autres, à l'intérieur de l'Union des pacifistes du Québec, s'opposaient à la course aux armes nucléaires, particulièrement active dans le cadre de la crise des missiles intermédiaires en Europe. Au fil des jours, le thème du danger nucléaire a fait converger les deux fronts de lutte. Des réflexions ont été entreprises dans le sens des « alternatives » aux modèles économiques destructeurs et contre les dogmes de la croissance, de l'extractivisme, etc. À l'exterminisme nucléaire (civil et militaire) prêché par les puissances, il fallait opposer la construction d'une société basée sur des principes de non-violence, une société écoresponsable.

Le mouvement en faveur d'une écologie sociale établi près de chez nous, au Vermont, prônait le biorégionalisme en opposition à un mondialisme affairiste en émergence. Le biorégionalisme se voulait un modèle économique basé sur l'organisation écologique de notre environnement : un pays, c'est avant tout un regroupement de biorégions, des régions caractérisées par leurs composantes environnementales (climat, particularité géographique, composition de sols, faune et flore). L'économie doit se construire en respectant des conditions d'approvisionnement de la biorégion, ses capacités de réponse aux besoins essentiels des personnes et de participation efficace à des échanges entre biorégions.

Nous devons travailler à pousser une telle vision au sein du mouvement altermondialiste, vision en parfaite harmonie avec les mouvements anti-militaristes européennes. On se rappellera des actions de masses en Europe où des millions de personnes prenaient la rue afin de s'opposer au déploiement de missiles nucléaires dit "à portée intermédiaire". Ces missiles sous juridictions soviétique et américaine transformaient l'Europe en théâtre probable de conflit nucléaire. Les Américains déployaient une batterie de missiles nucléaires de croisière et Pershing, l'URSS ses missiles SS-20. Les mouvements contre les missiles condamnaient les politiques allouant des parts de plus en plus élevées des ressources financières étatiques aux technologies de destruction massive — par leurs impôts, les contribuables étaient forcés à investir dans des technologies d'auto-extinction.

Le CRNV s'est structuré dans ce contexte, s'érigeant comme orga-

nisme de promotion des alternatives. En premier lieu un comité de travail sur la guerre et la paix a été formé. Il visait à rendre clairs les enjeux militaires et à promouvoir la notion de défense civile non-violente comme alternative à l'armée. Le comité a longtemps travaillé sur les questions liées au refus de payer la part des impôts destinée aux guerres. Il faisait en même temps évoluer les idées sur les alternatives à l'armée dans un éventuel Québec souverain.

L'enjeu de l'extractivisme au détriment de populations opprimées, particulièrement révélateur du caractère violent et colonisateur du système économique capitaliste, a mené à la formation d'un autre comité orienté vers la solidarité internationale dans la lutte. Le Centre a contribué de près à la création des organismes *Non-violent Peaceforce* et *Brigades de paix internationale*, élaborant ainsi un cadre d'accompagnement préventif au profit des militants exposés au risque de la répression militaire en Amérique Centrale.

Sur des bases locales, une des nos priorités fut la formation des jeunes à la gestion saine des conflits. Le Centre a mis en place les premières initiatives de médiation par les pairs dans les écoles, initiatives qui ont, par la suite, été portées par différents organismes pendant des années. D'autre part, en collaboration avec des organisations pan-canadiennes, le Centre a formé un petit comité de solidarité avec les Nations autochtones. Ce comité a, entre autres, joué un rôle important dans la campagne d'opposition aux vols à basse altitude au dessus du



territoire des Innus du Québec-Labrador. Parmi de nombreuses autres initiatives, notamment en lien avec les Algonquins et les Mohawks, le principe était de soutenir l'action directe non-violente conduite par des membres de communautés autochtones engagées.

Toutes les crises actuelles qui se manifestent sous forme de menaces d'extinction nous ramènent aux besoins d'une solidarité à grande échelle et de responsabilité bio-régionale; tous les soulèvements contre les exploitations abusives des combustibles fossiles ou pour protester contre la religion économique et son dieu, l'argent, continuent la lutte contre l'extractivisme des hydrocarbures ... Tout cela semble nous ramener aux convictions qui ont présidé à la création du Centre de ressources sur la non-violence : la non-violence active doit devenir un mode de vie et une culture de transformation; nous pouvons améliorer notre qualité de vie si chacun y travaille tant dans sa vie privée qu'en société.